

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 AOÛT 1920.

Projet de loi relatif à l'aliénation d'immeubles domaniaux.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

De nombreuses lois ont autorisé le Gouvernement à procéder à l'aliénation d'immeubles domaniaux devenus disponibles. Les dernières en date sont celles du 30 août 1913, du 18 mai 1911, du 5 août 1909, du 19 mai 1906.

Ces lois donnent au Ministre des Finances le pouvoir de vendre *de gré à gré*, par lots, par blocs ou parties de blocs, les terrains situés à Ostende rétrocédés à l'État par la Société Ostende-Extension; d'aliéner *publiquement* ou *de gré à gré* les excédents d'emprises faites pour la construction de l'avenue du Congo, à Bruxelles et à Ixelles, et de l'avenue de Boitsfort, à Woluwe-Saint-Pierre; les terrains à bâtir provenant de la Fondation de la Couronne de l'État Indépendant du Congo, situés à Forest dans le quartier des Parcs; à Laeken, du côté droit de l'avenue de Meysse; à Tervueren, le long de l'avenue de ce nom; d'aliéner *de gré à gré*, en détail, les anciens terrains militaires de Tournai; de vendre *publiquement* ou d'aliéner *de gré à gré*, en détail, les terrains domaniaux situés à Zeebrugge, provenant des dunes et d'emprises faites pour le dépôt des produits de dragages; d'aliéner *publiquement* ou *de gré à gré* les parcelles situées sur les territoires de Molenbeek-Saint-Jean, Laeken, Schaarbeek et Neder-Over-Heembeek, provenant d'emprises faites pour la réalisation du nouveau dispositif des installations maritimes de Bruxelles; les terrains sous Vilvorde, Grimbergen et Humbeek ayant servi de dépôts aux déblais effectués pour l'abaissement du plan d'eau du canal de Bruxelles au Rupel.

Parmi les dispositions légales plus anciennes, il convient de citer : la loi du 8 mai 1861 permettant l'aliénation par *adjudication publique* des terrains et bâtiments provenant du déclassement des places fortes; celle du 28 mai

1868 autorisant le Gouvernement à vendre *de gré à gré* les terrains militaires de Charleroi; celle enfin du 4 juin 1866 donnant au Gouvernement les pouvoirs requis pour aliéner par voie *d'adjudication publique* tous les terrains vagues et sans emploi existant aux abords des routes, canaux et chemins de fer, ou provenant de démolitions, constructions, redressements et rectifications exécutés sur les travaux d'art de l'espèce.

La seule loi d'une portée générale date du 16 mars 1886. Elle autorise le Gouvernement à aliéner par *adjudication publique* les immeubles domaniaux de toute nature, autres que les bois, dont la valeur estimative ne dépasse pas 50,000 francs; et *par échange ou vente de gré à gré* les parcelles dont la valeur n'excède pas 5,000 francs.

Il arrive fréquemment que des immeubles destinés à être vendus et ne rentrant dans aucune des catégories visées par les lois spéciales ont une valeur supérieure à 50,000 francs. Leur aliénation est chaque fois subordonnée à l'autorisation de la Législature.

Bien que cette autorisation ne constitue qu'une simple formalité, la nécessité d'y avoir recours n'est pas sans présenter de sérieux inconvénients. Outre qu'elle retarde l'aliénation, elle empêche souvent de profiter de l'occasion opportune de procéder à la vente.

Pour le moment, sont susceptibles d'être vendues diverses propriétés, parmi lesquelles un terrain à bâtir recouvert d'un hangar, situé à Anvers, place de la Station, évalué à 300,000 francs au minimum; une maison à Bruxelles, rue du Progrès, non grevée de bail, devant produire environ 75,000 francs; une maison à Anvers, rue des Tanneurs, dont la valeur peut être fixée à l'heure actuelle à plus de 260,000 francs.

La maison à Bruxelles dépend d'une succession en déshérence. Il peut paraître assez étrange que l'État, appelé à recueillir les successions en déshérence, doive demander à la Législature l'autorisation d'aliéner les immeubles qu'il recueille, dès l'instant où ceux-ci ont une valeur supérieure à 30,000 fr. La limitation de la vocation héréditaire, établie par l'article 47 de la loi du 11 octobre 1919, augmentera évidemment le nombre des successions échues à l'État; elle tend à procurer des ressources au Trésor, et il importe que le Gouvernement soit nanti de pouvoirs suffisants pour aliéner les immeubles qui lui seront dévolus.

Des travaux d'utilité publique importants entrepris par l'État laissent disponibles des parcelles de valeur appréciable. Des industriels et des commerçants, désireux d'étendre ou de rétablir leurs installations, s'adressent souvent au Gouvernement, qu'ils croient à même de leur procurer les emplacements convoités. Satisfaction pourrait leur être donnée dans beaucoup de cas n'étaient les entraves de la législation en vigueur.

J'ai l'honneur en conséquence de soumettre aux délibérations de la Chambre un projet de loi tendant à accorder au Ministre des Finances les pouvoirs voulus pour aliéner par *adjudication publique* tous les immeubles domaniaux devenus sans emploi, à l'exception des propriétés boisées.

Rien ne serait innové en ce qui concerne les aliénations de gré à gré, hormis dans les cas où, après deux tentatives de vente publique restées infructueuses, il paraîtrait désirable de traiter à main-ferme.

Toute vente publique devrait nécessairement être précédée d'un avis publié au *Moniteur* au moins quinze jours avant l'adjudication. Cette information ne dispenserait pas, cela va sans dire, de faire procéder à la publicité d'usage.

Le Premier Ministre, Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.



(4)

PROJET DE LOI .

relatif à l'aliénation d'immeubles
domaniaux.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Ministre des Finances est autorisé à aliéner par voie d'adjudication publique, au mieux des intérêts du Trésor, les immeubles domaniaux de toute nature devenus sans emploi, à l'exception des propriétés boisées. L'adjudication devra être précédée d'un avis publié au *Moniteur* au moins quinze jours d'avance.

Après deux tentatives d'adjudica-

WETSONTWERP

betreffende de vervreemding van
onroerende domeingoederen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUTEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, is gelast om, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Minister van Financiën wordt gemachtigd om, bij wege van openbare aanbesteding, ten beste van de belangen der Schatkist, de zonder gebruik geworden onroerende domeingoederen van allen aard, ter uitzondering der beboschte eigendommen te vervreemden. De aanbesteding behoort te worden voorafgegaan door een in den *Moniteur*, ten minste vijftien dagen op voorhand, te verschijnen bericht.

Na twee vruchteloos gebleven

tion publique restées infructueuses,
le Ministre des Finances est autorisé
à vendre de gré à gré.

Donné à Laeken, le 20 juillet 1920.

pogingen tot openbare aanbesteding
is de Minister van Financiën gemach-
tigd om uit de hand te verkoopen.

Gegeven te Laeken, den 20 Juli
1920.

ALBERT.

Par le Roi :
*Le Premier Ministre, Ministre
des Finances,*

Van 's Konings wege :
*De Eerste Minister, Minister
van Financiën,*

Léon DELACROIX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 AUGUSTUS 1920.

Ontwerp van wet betreffende de vervreemding van onroerende domeingoederen

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Talrijke wetten hebben de Regeering er toe gemachtigd tot vervreemding van beschikbaar geworden onroerende domeingoederen over te gaan. De jongste in dagteekening zijn die van 30 Augustus 1913, van 18 Mei 1912, van 5 Augustus 1909, van 19 Mei 1906.

Gemelde wetten verleen en aan den Minister van Financiën de bevoegdheid tot verkoop *uit de hand*, per loten, per blokken of gedeelten van blokken, van de gronden gelegen te Oostende, die door de Maatschappij Oostende-Uitbreiding aan den Staat werden wederafgestaan; tot vervreemding *openbaar* of *uit de hand* van overschotten van gronden ingenomen voor den aanleg der Congolaan, te Brussel en te Elsene, en voor de Boschvoordelaan, te Sint-Pieters-Woluwe; de bouwgronden voortkomende van de Stichting der Kroon van den Onafhankelijken Congostaat, gelegen te Vorst in de wijk der parken; te Laeken, aan den rechterkant der Meysse-laan; te Tervueren langs de gelijknamige laan; tot vervreemding *uit de hand*, stuksgewijze, van de voormalige militaire gronden te Doornijk; tot verkoop *openbaar* of tot vervreemding *uit de hand*, stuksgewijs, van de domeingronden gelegen te Zeebrugge, voortkomende van de duinen of van gronden ingenomen voor den opslag van baggerspecie; tot vervreemding *openbaar* of *uit de hand* van de perceelen gelegen op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek, Laeken, Schaerbeek en Neder-Over-Heembeek, voortkomende van gronden ingenomen voor het verwezenlijken van den nieuwen opzet der haveninrichtingen van Brussel; van gronden onder Vilvoorden, Grimberghen en Humbeek hebbende gediend tot opslag van de specie voortkomende van uitgravingen gedaan om het watervlak der vaart van Brussel naar de Rupel te verlagen.

Onder de vroegere wettelijke bepalingen behooren aangestipt: de wet van 8 Mei 1864, waarbij vervreemding bij *openbare aanbesteding* werd

toegelaten van gronden en gebouwen voortkomende van de buitengebruikstelling, van de vestingen; die van 28 Mei 1868, waarbij aan de Regeering machtiging werd gegeven tot verkoop *uit de hand* van militaire gronden te Charleroi; ten slotte die van 4 Juni 1866 waarbij aan de Regeering de vereischte bevoegdheid werd gegeven tot vervreemding bij wege van *openbare aanbesteding* van alle woeste en ongebruikt zijnde gronden gelegen in de nabijheid der wegen, vaarten en spoorwegen of voortkomende van afbraak, aanbouw, rechtlegging en verbetering uitgevoerd op dergelijke kunstwerken.

De eenige wet van algemeene strekking dagteekent van 16 Maart 1886, waarbij de Regeering wordt gemachtigd tot vervreemding bij *openbare aanbesteding* der onroerende domeingoederen van allen aard, andere dan bosschen, waarvan de waarde naar schatting 50,000 frank niet overtreft; en bij *ruiling* of *verkoop uit de hand* van de perceelen welker waarde 5,000 frank niet overschrijdt.

Het gebeurt meermalen, dat onroerende goederen, bestemd tot den verkoop en niet deel uitmakende van een der bij de bijzondere wetten bedoelde soorten, eene hoogere waarde dan 50,000 frank hebben. Hunne vervreemding is telkenmale aan toelating vanwege het wetgevend lichaam onderworpen.

Ofschoon deze toelating slechts een eenvoudige formaliteit uitmaakt, is de noodzakelijkheid daartoe de toevlucht te moeten nemen niet van ernstige bezwaren vrij. Behalve dat daardoor de vervreemding wordt vertraagd, belet zij dikwijls een gunstige gelegenheid tot verkoop te baat te nemen.

Zijn voor het oogenblik voor verkoop vatbaar verscheidene eigendommen, waaronder een bouwgrond met eene loods overdekt, gelegen te Antwerpen, Stationplein, begroot minstens 300,000 frank; een huis te Brussel, Vooruitgangstraat, vrij van huurcontract, moettende ongeveer 75,000 frank opbrengen; een huis te Antwerpen, Leerlooierstraat, waarvan de waarde ter huidige stonde op meer dan 260,000 frank kan gesteld worden.

Het huis te Brussel hangt af van een erflooze nalatenschap. Het kan tamelijk vreemd voorkomen, dat de Staat, die geroepen is de erflooze nalatenschappen te erven, aan de Wetgeving de toelating tot vervreemding der geërfde onroerende goederen moet vragen van het oogenblik af dat deze eene hoogere waarde dan 50,000 frank bezitten. De beperking der erfelijke roeping, bij artikel 47 der wet van 11 October 1919 uitgevoerd, zal zonder twijfel het aantal der aan den Staat vervallen nalatenschappen doen klimmen; die beperking heeft ten doel aan de Schatkist inkomsten te bezorgen en het is noodzakelijk, dat de Regeering voldoende bevoegdheid hebbe om de haar vervallen onroerende goederen te vervreemden.

Belangrijke werken van openbaar nut door den Staat aangenomen, hebben perceelen van merkbare waarde beschikbaar gesteld. Nijveraars en handelaars, die verlangen hunne inrichtingen uit te breiden of herop te richten, wenden zich dikwijls tot de Regeering dewelke zij bij machte wanen om hun den verlangden bouwgrond te bezorgen. Hun zou in vele gevallen voldoening kunnen gegeven worden, indien de van kracht zijnde wetgeving zulks niet belemmerde.

Bijgevolg heb ik de eer aan de beraadslaging der Kamer een wetsontwerp te onderwerpen strekkende om aan den Minister van Financiën de noodige macht te verleenen tot het vervreemden bij openbare aanbesteding van al de zonder gebruik geworden onroerende domeingooderen, met uitzondering der beboschte eigendommen.

Niets nieuws zou ingevoerd worden wat betreft de vervreemdingen uit de hand, behalve in de gevallen, dat na twee tot openbaren verkoop onvruchtbaar gebleven pogingen, het wenschelijk zou blijken in der minne te handelen.

Iedere openbare verkoop zou noodzakelijk moeten voorafgegaan zijn van een bericht, ten minste vijftien dagen vóór de aanbesteding af te kondigen in den *Moniteur*. Het spreekt van zelf dat dergelijk bericht van de gebruikelijke bekendmaking niet ontheft.

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

LÉON DELACROIX.



(4)

PROJET DE LOI

relatif à l'aliénation d'immeubles
domaniaux.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Ministre des Finances est autorisé à aliéner par voie d'adjudication publique, au mieux des intérêts du Trésor, les immeubles domaniaux de toute nature devenus sans emploi, à l'exception des propriétés boisées. L'adjudication devra être précédée d'un avis publié au *Moniteur* au moins quinze jours d'avance.

Après deux tentatives d'adjudica-

WETSONTWERP

betreffende de vervreemding van
onroerende domeingoederen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, is gelast om, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Minister van Financiën wordt gemachtigd om, bij wege van openbare aanbesteding, ten beste van de belangen der Schatkist, de zonder gebruik geworden onroerende domeingoederen van allen aard, ter uitzondering der beboschte eigendommen te vervreemden. De aanbesteding behoort te worden voorafgegaan door een in den *Moniteur*, ten minste vijftien dagen op voorhand, te verschijnen bericht.

Na twee vruchteloos gebleven

tion publique restées infructueuses,
le Ministre des Finances est autorisé
à vendre de gré à gré.

Donné à Laeken, le 20 juillet 1920.

pogingen tot openbare aanbesteding
is de Minister van Financiën gemach-
tigd om uit de hand te verkoopen.

Gegeven te Laeken, den 20 Juli
1920.

ALBERT.

Par le Roi :
*Le Premier Ministre, Ministre
des Finances,*

Van 's Konings wege :
*De Eerste Minister, Minister
van Financiën,*

LÉON DELACROIX.
